Crosne : finances de la commune

Commune · Essonne (91) · 9 669 habitants · tranche 5 000 à 9 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Crosne affichait un encours de dette de 5,1 M€, soit 530 € par habitant, une épargne brute égale à 14,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,5 ans.

Dette par habitant
530 €
5,1 M€ au total

Capacité de désendettement
2,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
14,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 211 € / hab.
11,7 M€ au total

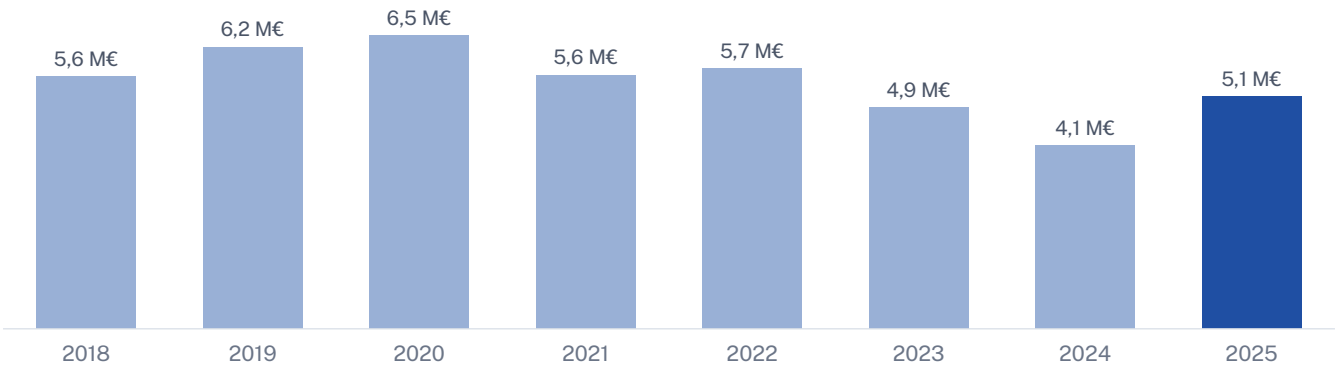
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 1 218 communes de 5 000 à 9 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 211 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	64,2 %	777 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	14,8 %	210 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	530 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	201 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 014 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 5,6 M€ en 2018 à 5,1 M€ en 2025 (-8 %). Valeur la plus haute : 6,5 M€ en 2020 ; la plus basse : 4,1 M€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	5,6 M€	14,9 %	3,2 ans	2,7 M€
2019	6,2 M€	14,4 %	3,7 ans	4,3 M€
2020	6,5 M€	13,2 %	4,4 ans	2,2 M€
2021	5,6 M€	12,3 %	3,9 ans	2,6 M€
2022	5,7 M€	10,5 %	4,5 ans	3,5 M€
2023	4,9 M€	8,2 %	4,7 ans	1,2 M€
2024	4,1 M€	11,4 %	2,6 ans	627 k€
2025	5,1 M€	14,8 %	2,5 ans	1,9 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Crosne	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	530 €	695 €	−23,7 %
Impôts locaux par habitant	1 014 €	883 €	+14,8 %
Frais de personnel par habitant	777 €	754 €	+3,1 %
Investissement par habitant	201 €	278 €	−27,7 %
Taux d'épargne brute	14,8 %	14,8 %	
Capacité de désendettement	2,5 ans	3,1 ans	

Jumelles : Ézanville (95), Breuillet (91), La Queue-en-Brie (94), Méry-sur-Oise (95), Émerainville (77), Othis (77), Écouen (95), Groslay (95), Saint-Thibault-des-Vignes (77), Magny-les-Hameaux (78). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	9 174	9 669	+5,4 %	+1,3 %
Dette par habitant	679 €	530 €	−21,8 %	−22,5 %
Impôts locaux par habitant	873 €	1 014 €	+16,2 %	+22,6 %
Frais de personnel par habitant	716 €	777 €	+8,5 %	+15 %
Taux d'épargne brute	14,4 %	14,8 %	+0,4 point	−1,5 point
Capacité de désendettement	3,7 ans	2,5 ans	−1,2 an	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 274 €		1 648 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Crosne	Comparaison
Habitants (2023)	9 610	+4,6 % depuis 2012 (département : +8,2 %)
65 ans ou plus (2023)	14,9 %	département : 15,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,8 pour 100 habitants	département : 4,8
Salariés du secteur privé (2025)	1 858	+13,6 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	1 097	+1,9 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	112,8	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

4 470 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 2 240 emplois, soit 50 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	0,1 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4,3 %	4,8 %	6,6 %	7,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	19,3 %	25,8 %	20,1 %	12 %
Professions intermédiaires	31,8 %	28,3 %	26,4 %	32,6 %
Employés	29,4 %	25,7 %	26,1 %	24,6 %
Ouvriers	15,3 %	15,3 %	19,5 %	23,6 %

Professions les plus exercées par les habitants : Essonne (91)

Profession	Habitants (environ)	Part
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	10 570	1,8 %
Enseignants titulaires du primaire	10 220	1,7 %
Secrétaires, employés de la bureautique	8 740	1,5 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	8 660	1,5 %
Infirmiers en soins généraux salariés	8 620	1,5 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	8 430	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	8 360	1,4 %
Aides-soignants	8 120	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	8 070	1,4 %
Chefs de projet, responsables informatiques et du conseil informatique	7 480	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	7 320	1,2 %
Maîtrise et techniciens des autres services administratifs	6 970	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Essonne (91)) : 30 519 au moins, dont 36,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 588	27,7 %
Agents d'entretien de locaux	1 278	25,6 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	1 211	10,2 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 206	39,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	956	17,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de libre service	877	11,9 %
Conducteurs routiers	849	30,9 %
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	837	12,2 %
Aides-soignants	746	38,7 %
Personnels de ménage chez des particuliers	613	43,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Crosne
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	690 k€ pour 7 projets
Par habitant	71 € (communes de même taille : 123 € ; département : 93 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	28,9 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	Travaux de rénovation du théâtre Colbert	135 205 €
2025	DETR	Renovation de l'eclairage a l'interieur des groupes scolaires - Phase 2	21 175 €
2024	DETR	Renovation de l'eclairage a l'interieur des groupes scolaires	18 519 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.